

Le Jour, 1953
28 Février 1953

PROPOS D'ECONOMIE ET DE FINANCE

Le revenu national au Liban permet difficilement les investissements à moyen terme et, à plus forte raison, à long terme. Pour faire de tels placements, il faut beaucoup plus de capitaux que nous n'en avons.

Les capitaux dont disposent les Libanais, dans leur ensemble, se comparent d'une affaire. Si on les immobilise pour longtemps, l'affaire ne peut plus renouveler ses stocks ou ses moyens d'exploitation. Elle est tout de suite en perte de vitesse, entraînant une chute progressive du niveau de vie. C'est exactement manquer le but que de s'exposer à cela.

Pour que les Libanais puissent maintenir et améliorer leur train de vie, il faut que le roulement soit rapide et que les ressources financières dont ils disposent rendent beaucoup. Cela exclut, en général, les investissements dont l'objet est de créer des possibilités en faveur de l'équipement national. **Pour cet équipement, il faut par définition de l'argent à long ou à moyen terme et à bon marché. On voit par là le cercle vicieux où l'on est.**

L'Etat, **pour cette raison et pour quelques autres**, ne peut pas emprunter à long ou à moyen terme. Il est dangereux d'autre part qu'il emprunte ou tente d'emprunter trop, à court terme. C'est justement cela qui menace, dans tant de pays, les monnaies nationales et les budgets. **C'est la dette flottante, ce sont dans une large mesure les bons du trésor à court terme qui rendent si précaires les finances des nations. On s'endette jusqu'au point de ne plus pouvoir rembourser lorsque la confiance faiblit, quand la secousse vient. Et parce qu'on ne peut plus faire autrement, on dévalue, ruinant en même temps l'épargne, le niveau de vie et les facultés contributives des citoyens.**

Un remède relatif à la situation au Liban, serait le développement de l'épargne mobilière, le placement en action ; car les obligations (placement à moyen et à long terme) pour les raisons qu'on vient de dire, personne n'en veut, ou ne peut en vouloir.

OR, POUR LE PLACEMENT EN ACTIONS, IL FAUT LA CONFIANCE DANS LES SOCIETES ANONYMES ET DANS LEUR AVENIR. C'EST CETTE CONFIANCE QUI EN CE MOMENT, EST LE PLUS MENACEE.

Les rares affaires qui, dans notre pays, appellent des investissements de quelque importance sont, on peu dire, traquées. La rue, l'administration, le fisc, la **démagogie enfin, les découragent ensemble.** C'est un chœur de violence qui ressemble assez à un état de folie.

Comment veut-on dans ces conditions que le capital que nous appelons que le capital que nous appelons de toute part, vienne s'investir chez nous pour quelque durée ?

Il y a en ce moment, dans le public libanais sous l'influence d'erreurs ou de manœuvres diverses, un véritable égarement.

ON VEUT LA FIN SANS VOULOIR LES MOYENS.

ON VEUT L'ARGENT ET ON LUI FAIT PEUR.

ON VEUT LE PLACEMENT ET ON LE RUINE.

Si le Liban doit jamais progresser et tirer parti des immenses avantages, naturels, sociaux, politiques qui sont les siens, il faut que l'Etat se réveille, que le Gouvernement au lieu de faiblir sans cesse, s'élève contre l'illusion collective.

D'un document officiel européen reçu récemment nous extrayons pour le lecteur, les passages suivants :

« L'épargne suivie d'investissements sous la forme de valeurs mobilières est la seule solution au problème de l'accroissement du potentiel de production, condition essentielle pour le maintien du standard de vie de la population ».

« En matière boursière, M. Colard, professeur à l'université de Louvain, attribue à la dépréciation anormale des cotations, des rendements de l'ordre de 8 à 10% ».

« Le public craint une baisse de la valeur des actions en raison de la politique économique des gouvernements ».

C'est cela qui tue la bourse et les entreprises, et qui paralyse tout.

Pour vivre et avancer de quelque manière, le Liban a besoin d'un apport étranger massif de capitaux à long et à moyen terme. On vient de le dire de toutes les façons à M. Eugene R. Black, président de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, de passage au Liban. On espère que cette haute personnalité intéressa la puissante Banque Internationale à l'équipement de notre pays. Mais encore faut-il commencer par s'assagir un peu dans nos sérails et dans nos rues.

C'est assez traiter les entreprises qui ont tenté d'équiper ce pays au prix de vicissitudes innombrables, comme des ennemis publics.

Les capitaux qu'on n'a pas soi-même, on n'amènera pas à nous les procurer des gens qu'on malmène à tous les tournants et qui sont au bout de leur patience.

N'est-il pas temps de réfléchir à tout cela ?

M.C